



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Délégation socialiste française

Communiqué de presse du 24 septembre 2018 - <http://www.deputes-socialistes.eu/francois-de-rugy-et-la-vignette-un-ministre-qui-ne-connaît-pas-ses-dossiers/>

François de Rugy et la vignette : un Ministre qui ne connaît pas ses dossiers

François de Rugy et d'autres ministres ont annoncé aujourd'hui réfléchir à une nouvelle vignette en France pour taxer les camions étrangers.

Pour **Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy**, Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, « *cette annonce démontre s'il en était besoin que la France ne s'implique pas à Bruxelles. En fait, nous sommes en train de réviser la directive dite eurovignette pour interdire les vignettes à l'échelle européenne et instaurer à la place des péages routiers ! Cette proposition était d'ailleurs soutenue par Nicolas Hulot* ».

« *La différence est capitale* » ajoute la rapporteure sur cette directive au Parlement européen : « *avec une vignette vous utilisez un réseau routier autant que vous le souhaitez, donc le tarif ne fait aucune différence entre un petit usager et un grand pollueur. Ce sur quoi nous travaillons à l'échelle européenne est la pleine application des principes utilisateurs-payeurs et pollueurs-payeurs. Les eurodéputés ont adopté ma proposition de remplacer les vignettes par des péages pour tous les véhicules lourds - dont les bus - dès 2023 sur tout le réseau routier transeuropéen. Cette mesure s'appliquera aussi aux camionnettes effectuant un transport de marchandises. Les tarifs des péages varieront selon les performances environnementales : un poids lourd verra son tarif diminuer s'il est estampillé zéro émission. Pour les véhicules légers la réduction atteindra 75%* ».

« *Il ne s'agit pas de taxer plus, mais de répartir plus justement les coûts en fonction des usagers ; certains paieront moins, d'autres davantage. Les nouvelles ressources ainsi dégagées permettront de financer la rénovation du réseau routier européen et d'accélérer la transition vers une mobilité propre. Avec ce changement de position, la France rejoint une nouvelle fois le camp – après la directive sur la conciliation vie privée/vie professionnelle – des Etats qui s'opposent au progrès en Europe* » conclut **Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy**.

Contact presse

- José Lavezzi : 00 33 6 04 04 76 99
- Courriel : presse@deputes-socialistes.eu
- Site Internet : www.deputes-socialistes.eu
- @DSFEurope